

Le français reste au vestiaire dans le sport

Les principaux sports pratiqués dans le monde ont été développés dans les pays anglo-saxons. Ils y ont adopté les termes.

Le français et sa place dans le monde du sport: Autant débusquer un Gruérien dans l'équipe suisse de football! Pardon, la nati, puisque c'est ainsi qu'il convient de la surnommer maintenant. Même notre Roger national est devenu Rodger. Merci de bien prononcer le d.

Entre Swiss league, Fed Cup, champion's league, ice hockey ou Masters de tennis, il ne reste plus de trace de la langue de Molière sur nos ondes, le net et le print.

Pour avoir fait remarquer au rédacteur en chef, manager d'un news people, que number one pouvait très bien se dire numéro un, j'ai été taxé de doux noms et annoncé comme sorti de la naphaline.

Pourtant, en cherchant bien, j'ai trouvé des termes en français: bâton, latte, poteau, objets auparavant en bois, maintenant en matières synthétique. J'oublie tennis de table. Tout n'est donc pas perdu. On parle encore de passe, de descente, de ballon, de tirs. Ouf.

Je grossis le trait bien sûr. Entre curling, basketball, handball, football ou encore snowboard, il reste sans doute quelques sports, tels que le hornuss et le tir à l'arc, qui ne sont pas passés à la moulinette du modernisme et du franglais.

Des coaches, patrons de teams, l'expliqueront sans doute après leur training entre players. Ils fourniront une première vérité: de nombreux sports ont vu le jour dans des pays anglo-saxons qui ont délaissé la bousle de pétanque pour des sphères moins rigides.

Le soccer, le surf, le tennis, le rugby, le skate, le cricket, le baseball, l'aviron ou la boxe y ont été créés.

De la course à pied au running

Et notre bonne course à pied y est rapidement devenue le jogging ou running.

Pas surprenant donc que les règles qui y sont

liées comportent des termes non français, comme foul, corner ou pénalty.

Autre cruelle vérité: les «sponsors» s'adressent à un public mondial, donc censé ne s'exprimer qu'en anglais. Les panneaux publicitaires dans les «fans zones» sont dans cette langue. Même constat dans les stades, affublés du nom de compagnies internationales.

Pour être compris, il faut baragouiner une langue bien plus pratiquée à travers le monde que le français.

Jusque dans les communiqués de presse de la swiss football league, diffusés en allemand ou en italien, pas toujours en français (ce 17 novembre en référence avec le conflit Behrami-équipe suisse - Udinese)

Les entraîneurs sont nombreux à ne s'adresser que dans leur langue, étrangère, à des équipes très cosmopolites.

L'exemple vient donc d'en haut. La presse a suivi. Et maintenant le public pour lequel il est totalement ringard de parler sans balancer des termes anglais.

Le français: langue obsolète?

Pourtant, la charte olympique est formelle: le français devrait être la langue officielle aux Jeux Olympiques, et dans le sport en général, espérait sans doute Coubertin,

Nous en sommes bien loin.

Le français est jugé obsolète. Un argument qui a fait bondir l'observatoire de la langue française. Pour cet organisme, l'anglais ne facilite pas la communication. «Son usage systématique dégrade sa pratique et ne favorise pas l'intercompréhension».

Belle phrase mais qui ne change rien aux faits. En diffusant leur langue, à travers le monde virtuel, les Anglais, et surtout les Américains, ont imposé leur manière de penser, de vivre et de de



consommer. Ce ne sont pas Mac Do et Coca qui nous démentiront.

Tout n'est cependant pas perdu puisque selon une dépêche de «swissinfo», le français aurait encore son rond de serviette dans de nombreuses fédérations sportives internationales dont le siège mondial est souvent au bord du Léman, dans la partie francophone de la Suisse. Dans les faits, il suffit d'ouvrir les yeux et les oreilles pour convenir du déclin de notre langue dans le sport comme dans l'économie.

Au moment de conclure cet article, ce 16 novembre à 17h08, le lis la une de l'équipe.fr, comme France: «le power raking de l'équipe» y lit on en titre. Le combat pourrait donc s'achever par un knockout.

Christian Humbert



Edito

Alouette poursuit son vol

Du plomb au digital. Alouette a traversé le temps en s'habillant à la mode imposée au fil des ans, suivant l'évolution des technologies. En 2017, elle est arrivée à un point de jonction, capital pour son avenir. Le

papier de nos pères et de nos grands-pères devait-il être condamné au profit du web, ce nouveau venu admiré, vanté et prôné par les nouvelles générations?

Alors que les voyants laissaient paraître un net avantage à la communication électronique, les nostalgiques du papier ont appris avec grande satisfaction qu'ils pourront continuer à tenir en main leur revue et à en tourner les pages.

Cette option a été rendue possible grâce au soutien et à la collaboration de PCL Presses Centrales SA

à Renens. Dès ce jour, l'Association suisse des journalistes francophones bénéficie donc d'un organe de diffusion bicéphale. Alouette demeurera l'année prochaine un journal trimestriel qui sera relayé sur le web. L'édition électronique permettra en outre de diffuser en permanence des informations collant à l'actualité. Par ce biais, l'ASJF sera en contact, par des liens adéquats, avec les médias et les journalistes des cinq continents.

Jean-Pierre Mollet, président ASJF

46èmes Assises de l'UPF à Conakry

Journalisme, investigation et transparence au menu

Tel était le thème des 46e Assises de la presse francophone qui ont réuni du 20 au 25 novembre 2017 à Conakry, capitale de la Guinée, quelque 300 journalistes venus de 48 pays. Vaste programme, comme aurait dit le général De Gaulle, ce qui explique que les cinq tables rondes et les quatre ateliers organisés aient été loin de faire le tour du sujet, même si des choses importantes y ont été dites, tant par les intervenants que par les nombreux journalistes, notamment africains, qui ont animé les débats dans le public.

Dès la conférence inaugurale, prononcée par Julia Cagé, professeure d'économie à Paris (Sciences-po) et membre du Conseil d'administration de l'AFP, le ton était donné. Commenant par l'élection controversée de Donald Trump, elle a observé qu'il n'y avait plus de maillage de presse aux États-Unis et que les grands médias n'avaient donc rien vu venir. D'où notamment le psychodrame autour des prétendues ingérences russes dans l'élection et autres «fake news» qui ont défrayé la chronique. À propos des «Paradise papers», autre sujet d'actualité, elle a indiqué que le milliardaire français Bernard Arnaud, mis en cause dans ces révélations, avait décidé de punir le journal *Le Monde* en le privant de publicité.

Ne pas laisser tout au marché

Évoquant l'actionnariat des médias, elle en a souligné la complexité et le manque de transparence. Car de plus en plus d'actionnaires des entreprises de presse sont extérieurs au monde des médias (vendeurs d'armes, acteurs des télécoms, banquiers, etc.) d'où la multiplication des phénomènes de censure et d'autocensure. On y observe par ailleurs le poids croissant des milliardaires dans la presse. Julia Cagé a estimé à ce propos qu'il ne fallait pas laisser tout au marché mais faire le choix de ce qu'elle appelle «le non-lucratif». Les actionnaires devraient être les journalistes et les lecteurs eux-mêmes, a-t-elle déclaré, ajoutant qu'il existait déjà un certain nombre de sites d'information participatifs. Même si le journalisme d'investigation est une activité longue, chère et coûteuse, il faut sortir l'information de la logique du marché, a-t-elle ajouté. À cet égard, elle a souligné que, paradoxalement, la faiblesse du marché publicitaire était une chance pour les médias africains. Sinon, comme en France, en Suisse, au Canada ou ailleurs, il y a risque de mélange des genres, avec notamment l'irruption de publiereportages et autres articles relevant davantage de la communication que de l'information. Elle a conclu que la vraie démocratie ce n'était pas «une personne une voix», mais plutôt «une personne informée une voix».

Lors de la discussion qui a suivi, le secrétaire général de l'UPF, Jean Kouchner, ayant rappelé les mesures d'aide de l'État prises en France à la Libération pour assurer le pluralisme de la presse, Julia Cagé a souligné que l'information était un bien public et s'est prononcée en faveur d'une intervention indirecte de l'État par l'intermédiaire de fondations participatives dans le domaine de l'information. Interrogée par un participant sur la question de savoir si le milliardaire étatsunien d'origine hongroise, George

Soros était derrière les Panama papers, elle a confirmé que c'était bien le cas, tout en précisant qu'il n'était pas le seul...

Des intervenants venus d'horizons divers

Lors des cinq tables rondes qui se sont succédées, il a été question des enjeux, limites et perspectives du journalisme d'investigation, des fausses informations, de la déontologie à l'épreuve du net, de la transparence et de la liberté des journalistes par rapport au secret des affaires et enfin du droit d'accès à l'information et de la liberté d'informer. Toutes ces questions ont suscité des échanges passionnés entre les participants. Elles avaient auparavant été présentées et mises en perspective par des intervenants venus d'horizons divers, parmi lesquels Romaine Jean, de la TSR, Anne-Cécile Robert, du Monde diplomatique, Colette Braeckman, du *Soir de Bruxelles* et Patrick Apel-Muller, de l'*Humanité*, pour ne citer que quelques médias bien connus sous nos latitudes européennes. La participation des confrères et confrères de l'Afrique a été comme toujours très active, de même que celles de journalistes venus d'autres pays de la francophonie, notamment de l'Europe centrale et orientale, mais aussi du Québec, en la personne de Claude Robillard, ancien secrétaire général de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec.

«Fake-news» ?

Rien de nouveau sous le soleil.

Le problème des fausses informations et des manipulations a particulièrement retenu l'attention, même s'il a été souligné qu'il ne s'agissait pas d'un phénomène nouveau. À côté des exemples récents liés à l'élection étatsunienne ou au Brexit, on a rappelé les fausses armes de destruction massives de Saddam Hussein, le faux charnier de Timisoara et quelques autres cas d'école historiques, sans parler de l'incident du Golfe du Tonkin, qui n'a jamais eu lieu mais avait néanmoins servi de prétexte au déclenchement de la guerre du Vietnam, ou encore de l'incendie du Reichstag, bien réel mais provoqué par les nazis eux-mêmes pour mieux accuser les communistes... Un participant a fait remarquer

que l'utilisation d'internet et des réseaux sociaux n'avait fait que faciliter et multiplier ces tentatives d'intox plus ou moins réussies. Dans l'un des ateliers destinés à approfondir le sujet, il a été souligné que si les gens cherchaient des informations ailleurs que dans les médias traditionnels, c'est parce qu'ils avaient l'impression qu'on ne leur dit pas tout. Le fait est qu'à côté des informations fausses qu'il importe de



Le Bureau de l'UPF, de g à dr: Daniela Coman, secrétaire générale adjointe (Roumanie), Jean Kouchner, secrétaire général (France), Madiambal Diagne, président (Sénégal), Zara Nazarian, trésorière (Arménie), Jean-Pierre Molliet, vice-président (Suisse), Françoise Dos vice-présidente (France), Margareta Stroot, trésorière adjointe (Moldavie) (photo Marco Cernograz)

dénoncer, à condition d'être en mesure de prouver qu'elles le sont, il y a aussi des informations vraies mais qui sont occultées, soit parce qu'elle déplaisent, soit parce qu'elles ne sont pas dans la ligne de l'opinion dominante... Le manque de pluralisme de l'information résultant de l'appartenance des principaux médias à des patrons de presse partageant tous peu ou prou la même vision du monde constitue en outre un facteur de défiance croissante à l'égard des médias traditionnels. Un autre facteur est la propension des lecteurs à rechercher des informations qui confortent ce qu'ils pensent eux-mêmes, quitte à se monter parfois peu regardants quant à la crédibilité de ces mêmes informations.

Arrêter de décoder ?

Plus animée encore a été la discussion autour des «décodeurs» de l'information, qui prétendent séparer le bon grain de l'ivraie. Si l'on ne peut que les féliciter lorsqu'ils apportent la preuve qu'une information est fautive, le fait de décrier qu'une source est fiable ou pas est déjà beaucoup plus sujet à caution, car un tel jugement relève largement de la subjectivité pour ne pas dire des préférences idéologiques. Après tout, ce qui compte est de savoir si l'information est vraie ou pas, quelle que soit son origine. Et si quelqu'un que l'on n'aime pas dit que la route est mouillée quand il pleut, il serait ridicule de prétendre qu'elle est sèche simplement pour ne pas dire la même chose que lui... Les décodeurs font donc du «fact-checking» un peu partout, mais personne ne vérifie la pertinence de ce qu'ils disent eux-mêmes et selon quels critères ils décrètent que des sites sont crédibles ou pas. Or il est bien connu que ce qui est «l'information» des uns est souvent «la propagande»

des autres, et réciproquement. Les discussions et débats menés dans le cadre des Assises de Conakry sont donc loin d'avoir répondu à toutes les questions et à toutes les inquiétudes, mais elles ont eu le mérite de permettre une réflexion collective sur des thèmes dont on n'a certainement pas fini de parler.

RSF sur la sellette

Sur le plan de l'anecdote, le hasard a voulu que la dernière table ronde, à laquelle participait le secrétaire général de Reporters sans frontières, coïncide avec l'annonce sur le site de la Tribune de Genève de ce que la section suisse de cette organisation avait exigé l'annulation d'une conférence qui devait se tenir au Club de la presse pour faire la lumière sur les très controversés «casques blancs» qui opèrent en Syrie.

Elle craignait sans doute qu'y soient dites des choses déplaisantes car contraires à tout ce qui se raconte à ce sujet dans les médias occidentaux depuis des années... Le représentant de RSF a donc été interpellé et on lui a fait remarquer combien il était paradoxal qu'une organisation qui se targue de défendre la liberté de la presse s'oppose ainsi à la liberté d'expression... En réponse à cette exigence de censure, le directeur du Club suisse de la Presse, Guy Mettan, avait d'ailleurs répondu à Genève que jusqu'à présent seuls quelques rares gouvernements autoritaires avaient tenté d'exercer de telles pressions sur le Club.

Un coup de griffe aux donneurs de leçons

Prenant la parole lors de la cérémonie de clôture, qu'il a honorée de sa présence, le président

guinéen Alpha Condé, qui préside également l'Union africaine, a prononcé un impressionnant discours dans lequel il a évoqué l'importance du rôle de la presse et des médias, rappelant qu'ils avaient certes des droits mais aussi des devoirs. Il a par ailleurs souligné avec fermeté et à plusieurs reprises qu'il en avait assez des «donneurs de leçons». On se demande bien à qui il pouvait penser en disant cela...

Le président international de l'UPF, Madiambal Diagne, avait auparavant dressé un premier bilan de ces assises annuelles en terre guinéenne et la présidente de la section arménienne, Zara Nazarian, confirmé que les prochaines assises de l'UPF auraient bien lieu en 2018 à Yerevan, en marge du Sommet de la francophonie, probablement au début octobre. Rendez-vous donc en Arménie. *Philippe Stroot*

Informations fausses et informations vraies occultées

Les participants ont été fortement sollicités lors des Assises de Conakry. Cinq tables rondes ont abordé les différents thèmes du programme. Des ateliers ont complété les études et analyses. Voici un résumé qui a traité la question des informations

Que ce soit sur les réseaux sociaux ou dans les médias - même dans ceux qui sont réputés sérieux - les fausses informations se multiplient et il est bon de les débusquer. Mais il y a aussi des informations vraies qui ont parfois de la peine à atteindre le public.

Car il est bien connu que toute vérité n'est pas bonne à dire. Cette maxime est d'ailleurs assez souvent mise en œuvre par des journalistes occidentaux qui font pourtant volontiers la leçon à leurs confrères d'autres parties du monde. Ainsi, par exemple, lors du coup d'état de février 2014 en Ukraine, la plupart des grands médias ont fait semblant de ne pas voir qu'il y avait parmi

les émeutiers de Maidan des fascistes et même des néo-nazis assumés, qui font d'ailleurs partie désormais du gouvernement de Kiev. Ceux qui le leur faisaient remarquer étaient accusés d'être des complotistes coupables de «fake news» et devenaient ipso facto des «sources non fiables» pour les décodeurs justiciers. Lorsqu'un film du cinéaste Paul Moreira intitulé «les masques de la révolution» a été diffusé en 2016 par Canal+, malgré des pressions incroyables du régime ukrainien, son auteur a été conspué par les médias dominants, notamment par le quotidien Le Monde qui lui a reproché un «parti-pris grossier».

Les faits sont têtus

Mais les faits sont têtus et il y a quelques semaines à peine la chaîne italienne Canale 5 a diffusé un reportage intitulé: «Ukraine: la vérité cachée», d'où il ressort que les tireurs qui ont

tué des civils et des policiers sur la place Maidan n'étaient pas des partisans du méchant président «prorusse» Yanoukovitch mais des snipers géorgiens recrutés par les gentils «révolutionnaires» pro-occidentaux... Il s'agissait donc en l'occurrence d'une vérité qui n'était pas bonne à dire. Ce qui n'est pas très étonnant dans le contexte actuel d'hystérie antirusse, qui est pire encore qu'à l'époque de la guerre froide. À ce propos, quand bien même les Russes seraient intervenus dans la campagne électorale qui a vu la victoire de Donald Trump, le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne seraient pas les seuls à se mêler des affaires des autres. Le sénateur étasunien Thom Tillis a ainsi déclaré en janvier 2017 que son pays était intervenu dans 81 élections d'autres pays depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, sans tenir compte, a-t-il précisé, des coup d'État et des interventions militaires...

Ph.S.

Romaine Jean: «Une expérience riche en contacts»

Directrice de la rédaction de la Société de la Radio Télévision Suisse, Romaine Jean a participé aux Assises de Conakry. Elle est notamment intervenue au cours de la Table ronde traitant la thématique: Information – les frontières du possible. Elle livre ses impressions suite à sa première expérience dans le cadre d'une réunion de l'UPF.

«Les Assises de l'UPF de Conakry ont été l'occasion d'échanges nourris entre confrères, sur l'état de la presse francophone. Avec un constat partagé: il y a quelques raisons d'être inquiet! Aux pressions classiques des dictatures contre le 4^{ème} pouvoir, s'ajoutent aujourd'hui les défis posés par l'ère numérique. L'industrie des médias est en plein bouleversement et le combat pour une presse indépendante doit se mener au quotidien.

«Comment ne pas s'interroger, avec Julia Cagé, brillante oratrice intervenue au premier jour des Assises, devant la concentration de la presse française. Les géants de l'Internet ont fait main basse sur le marché de la publicité, laissant la presse traditionnelle à terre. Aujourd'hui une poignée de milliardaires, possède la quasi-totalité

des grands titres et des chaînes privées de la métropole et le phénomène se constate ailleurs. Les représentants suisses aux Assises ont pu évoquer, d'expérience, l'urgence d'un nouveau modèle économique: en un an la Suisse Romande a vécu la fermeture de l'Hebdo et de nombreuses fusions de titres.

«La concentration de la presse n'a pas été la seule menace évoquée à Conakry. Un confrère algérien a témoigné ce qu'il en coûte de s'opposer au gouvernement en place dans son pays. Reporters sans frontières a rappelé le sort de Daphné Caruana Galizia, assassinée pour avoir approché de trop près les circuits de l'argent sale à Malte. Un journaliste togolais a précisé que bon nombre de confrères africains ne sont

toujours pas payés et doivent tendre la main pour subsister. Et durant les Assises, la presse guinéenne, pays hôte, était en pleine ébullition. «Des réalités Nord, Sud, différentes, mais un but commun: défendre une profession plus indispensable que jamais. A cet égard, les ateliers ont été l'occasion de confirmer que l'ère numérique est aussi celle de tous les possibles. Des lanceurs d'alerte africains ont présenté leur plateforme, où le travail se fait en réseau. Des Assises 2017 riches en contacts et enseignements!» *Romaine Jean*



Au premier rang, on reconnaît Romaine Jean avec à sa droite Elisabeth Morant, deux membres de la délégation suisse, lors d'une séance plénière des Assises de Conakry (photo Roger Juillerat)

Hirondelle: s'informer pour comprendre, dialoguer pour s'entendre



La Fondation Hirondelle est une organisation suisse à but non lucratif créée en 1995, basée à Lausanne. Elle pratique et défend un journalisme rigoureux et responsable dans des contextes de conflit, post-conflit, de crise humanitaire ou de transition démocratique.

Malgré une radicalisation des contextes politiques et sociaux qui modifient les attitudes des principaux soutiens financiers et politiques, de même que celles des autorités et des interlocuteurs dans les pays où elle travaille, la Fondation Hirondelle a réussi à maintenir son volume d'activité en 2016 avec 12 opérations médiatiques mises en œuvre dans 10 pays sur 3 continents et sur le web.

Au Niger, un nouveau studio de production est né, Studio Kalangou, pour couvrir l'élection présidentielle de février 2016. Pour la première fois, Hirondelle a pu mener des formations journalistiques au Myanmar et en Palestine.

Au total, elle a produit et diffusé 10 000 heures de programmes radio en Centrafrique, au Mali, au Niger, en République démocratique du Congo, en Guinée, 185 heures de programmes TV au Mali, au Burkina Faso et depuis la

COP22 à Marrakech, 11 618 articles sur les sites web JusticeInfo.net, StudioTamani.org, StudioKalangou.org, StudioHirondelle.org, Radionet.cd, et 10 347 publications sur les réseaux sociaux. Ces informations et programmes ont permis aux auditeurs, téléspectateurs et internautes de mieux comprendre l'environnement dans lequel ils vivent, et les problématiques auxquelles ils sont confrontés. Les programmes leur offrent des espaces de dialogue, entre eux et avec leurs représentants pour mieux prendre en compte les besoins de chacun et rechercher des solutions communes aux problèmes. Hirondelle a apporté une attention particulière aux populations les plus marginalisées, aux femmes, aux jeunes, pour les aider à faire entendre leur voix. Pour permettre aux médias partenaires de jouer leur rôle de manière professionnelle et durable, elle a renforcé les capacités de 755 profession-

nels des médias et de la société civile au travers de formations et d'appui éditorial et managérial. Elle a soutenu deux médias publics, en Tunisie et au Burkina Faso, dans leur processus de réforme vers des médias de service public. Elle a contribué à la recherche et aux réflexions internationales sur le rôle des médias. Une étude sur la contribution de Studio Tamani au processus de paix au Mali, menée par la Haute Ecole Spécialisée de Zurich, a relevé une préférence marquée des auditeurs du programme pour le «dialogue» comme solution aux conflits dans le pays. Elle a aussi analysé l'impact de ses programmes par des études quantitatives et qualitatives au Niger, au Burkina Faso et en Tunisie. Jean-Marie Etter a été le directeur durant 22 ans. Il a passé le témoin à Caroline Vuillemin. Romaine Jean préside le Conseil de la Fondation Hirondelle. (sp)

Retrouvez nos annonceurs partenaires sur : www.francophonie.ch

Livre à découvrir

Vingt-quatre tranches alphabétiques

Cet ouvrage constitue le quatrième titre publié par Roger Chatelain dans la collection: Son mot à dire. Une série de chroniques, richement illustrées, liée à l'histoire de l'imprimerie traditionnelle, truffée d'anecdotes, imprégnée d'amour du français. Enrichie de belles lettrines, la présentation des chapitres se déroule selon un abécédaire historique. C'est-à-dire en l'absence des majuscules J et U. Lesquelles, anciennement, ne figuraient pas dans l'écriture de la langue française. Cette antériorité ne manque pas d'interpeller l'auteur, en relation avec le sigle JU de la République et Canton du Jura.

Préface de Jean-Pierre Villard
Un livre en couleurs de 160 pages
au format 11 x 16 cm avec rabats
Prix spécial: CHF 15.-
Editions Ouverture, En Budron H20,
1052 Le Mont-sur-Lausanne
ouverture@bluewin.ch



Impressum

Parution trimestrielle.

Editeur: Association suisse des journalistes francophones,
Case postale 287, CH 2002 Neuchâtel
CCP 10-3056-2 Lausanne, abo@francophonie.ch

Coordinateur et rédacteur en chef: Jean-Pierre Molliet.

Abonnement: compris dans la cotisation des membres de l'association CHF 20.- par an.

Concept + maquette: Monique Brasey, raa.ch, iromag@invention.ch

Impression: PCL Presses Centrales SA, 1020 Renens.

Verbophonie

FESTIVAL EN L'HONNEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE

De 10h à 22h

PROGRAMME – SAMEDI 16 DÉCEMBRE

- 10 h 00-18 h 00 (GRATUIT, HALL DU THÉÂTRE)
Associations et Institutions
Animations dans les stands aménagés dans le hall.
- 11 h 00 (GRATUIT, SALLE N° 1, 1er ÉTAGE)
Dictée pour tous
De nombreux prix de valeur récompenseront les lauréats.
- 14 h 30 et 16 h 30 (GRATUIT, SALLE N° 1, 1er ÉTAGE)
Spectacle Thierry Meury / Entrée libre
- 17 h 30 (GRATUIT, SALLE N° 1, 1er ÉTAGE)
Café francophone / Grand invité Michel Bühler
Débat animé sur la vie de Michel Bühler, son œuvre musicale et littéraire. Avec Marc Aymon, le groupe Entre 2 Caisses, Sylvie Bourban, Soraya Ksontini et JuniorTshaka.
- 17 h 45 **Proclamation des résultats de la dictée et du concours d'écriture**



Théâtre Benno Besson
Yverdon-les-Bains

Toute l'info sur : www.verbophonie.ch

PCL TOUTE L'IMPRIMERIE
Entreprise certifiée

SWISS
NORMA VER
PCL
1777
2017

PCL Presses Centrales SA
Av. de Longemalle 9 | 1020 Renens
T 021 317 51 51 | F 021 320 59 50
info@pcl.ch | www.pcl.ch